

ANNONCE TRANSMISE
Avis d'Appel Public à la Concurrence - Procédure Adaptée
date d'émission : 04/06/2013 - 17:19

CONTENU DE VOTRE AVIS

NB : cet aperçu ne reflète que votre saisie.

Les organes de publication se réservent la possibilité de remettre en forme l'annonce définitive en fonction des impératifs d'édition.

Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur : Etablissement public

Correspondant : Mlle Clémence VANDELER, Musée du quai Branly, Service juridique 222, rue de l'Université, 75007 Paris, tél. : 01 56 61 70 43, télécopieur : 01 56 61 71 38, courriel : marches-publics@quaibranly.fr

Le pouvoir adjudicateur n'agit pas pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs

Principale(s) Activité(s) du pouvoir adjudicateur :

- Loisirs, culture et religion

Objet du marché : Travaux de plomberie, de fontainerie, de protection incendie et de courants faibles sécurité et sûreté

Type de marché de travaux : exécution

Classification CPV (Vocabulaire Commun des Marchés) :

- Objet principal : 45000000

Lieu d'exécution et de livraison : Musée du quai Branly, 75007 Paris

Code NUTS : FR101

La procédure d'achat du présent avis n'est pas couverte par l'accord sur les marchés publics de l'OMC.

L'avis implique l'établissement d'un accord-cadre avec plusieurs opérateurs

Nombre de participants à l'accord cadre envisagé : 3

Durée de l'accord-cadre : 48 mois

- Valeur estimée (HT) : 3900000 euros (Euros)

Caractéristiques principales :

- Des variantes seront-elles prises en compte : oui
- Le présent accord cadre a pour objet des travaux de plomberie, de fontainerie, de protection incendie et de courants faibles sécurité et sûreté sur le site du musée du quai Branly.
- Quantités (fournitures et services), nature et étendue (travaux) : L'accord cadre est décomposé en 3 lots :

Lot n° 1 : Plomberie et fontainerie

Lot n° 2 : Protection incendie

Lot n° 3 : Courants faibles sécurité sûreté

Les accords-cadres sont passés sans montant minimum, ni quantité minimum mais avec les montants maximum annuel suivants, conformément à l'article 77 du Code des marchés publics :

-Lot n° 1 « Plomberie et fontainerie » : 150.000 euro(s) H.T

-Lot n° 2 « protection incendie » : 75.000 euro(s) H.T

-Lot n° 3 « Courants faibles sécurité sûreté » : 750.000 euro(s) H.T

Le candidat pourra présenter des propositions supplémentaires comportant des variantes à caractère technique à condition qu'il s'agisse de propositions techniques au moins aussi performantes que celles du marché. Le candidat pourra notamment proposer des matériaux et des techniques plus durables et/ou plus performants et/ou nécessitant moins de traitements chimiques ou de maintenance.

Le candidat pourra proposer une variante à condition de répondre à l'offre de base.

Les variantes et les propositions techniques présentées par les entreprises demeurent leur propriété intellectuelle.

Le marché ne comporte pas d'option au sens du droit interne de la commande publique.

- Descriptions concernant les achats complémentaires : Les accords-cadres sont conclus pour une période de 12 mois reconductibles 3 fois par décision expresse.
- Nombre de reconductions éventuelles : 3

Prestations divisées en lots : oui

Possibilité de présenter une offre pour un ou plusieurs lots

Cautionnement et garanties exigés : Aucune caution ou garantie particulière n'est exigée. En application des dispositions de l'article 87 du Code des marchés publics et sauf refus du titulaire stipulé dans l'acte d'engagement de l'accord-cadre, une avance lui sera accordée, au titre de chaque marché subséquent, lorsque le montant initial forfaitaire du marché est supérieur à 50 000 (cinquante mille) euros HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 (deux) mois. Cette avance ne sera due au titulaire que sur la part du marché qui ne fait pas l'objet de sous-traitance. En application des dispositions de l'article 87 du Code des marchés publics, aucune avance ne sera versée sur la part à commandes.

Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent : Le marché est financé sur le budget de l'établissement public du musée du quai Branly.

Le paiement des factures/acomptes et du solde sera effectué par virement administratif sur un compte bancaire ou postal. Le délai de paiement est fixé à 30 jours à compter de la réception de la facture par l'établissement public du musée du quai Branly.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de sept points.

Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché : La forme juridique du groupement choisie pourra être le groupement d'entreprises solidaire ou conjoint. Le groupement pourra être conjoint à la condition que les membres du groupement s'engagent à exécuter des prestations détaillées et précisées dans le marché et que le mandataire du groupement soit solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de la personne publique.

Conformément à l'article 51-vi du code des marchés publics, la personne publique interdit aux candidats de présenter leurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements.

Langues pouvant être utilisées dans l'offre ou la candidature : français.

Unité monétaire utilisée, l'euro

Conditions de participation :

- Critères de sélection des candidatures : Les critères de sélection des candidatures sont les suivants :
Adéquation des capacités professionnelles à l'objet de l'accord cadre : références, qualifications professionnelles ;
Adéquation capacités techniques à l'objet de l'accord cadre: moyens matériels et humains ;
Adéquation capacités financières à l'objet de l'accord cadre : chiffre d'affaires (montant et évolution sur les 3 dernières années).
- Situation juridique - références requises : Cf renseignements complémentaires
- Référence professionnelle et capacité technique - références requises : Cf renseignements complémentaires

Critères d'attribution : Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci dessous avec leur pondération :

- Prix (60 %)
- Valeur technique (40 %)

Type de procédure : Procédure adaptée

Date limite de réception des offres : 03 juillet 2013 à 17 h 00

Délai minimum de validité des offres : 180 jours à compter de la date limite de réception des offres.

Numéro de référence attribué par le pouvoir adjudicateur / l'entité adjudicatrice : 2013-MQB-00045-AC-00-00

Renseignements complémentaires : JUSTIFICATIFS A PRODUIRE QUANT AUX QUALITES ET CAPACITES DES CANDIDATS :

I. Lettre de candidature, sous la forme de la dernière version de l'imprimé DC1 ou de tout document libre sur papier à en-tête, datée et signée par le candidat individuel ou en cas de groupement par l'ensemble de ses membres.

Cette lettre doit comporter notamment les informations suivantes :

- Objet de la consultation ;
- Objet de la candidature : le candidat précise s'il se présente pour le marché global ou l'ensemble des lots ou certains lots de la procédure (indiquer l'intitulé du ou des lots tel qu'ils figurent dans l'avis d'appel public à la concurrence) ;
- Présentation du candidat : le candidat précise s'il se présente seul (coordonnées du candidat) ou en groupement solidaire ou conjoint avec mandataire solidaire (coordonnées de chaque membre du groupement) ; En cas de groupement, les membres du groupement désignent et habilitent le mandataire.
- Conformément aux articles 43 et 44 de Code des marchés publics, le candidat individuel ou chaque membre du groupement déclare sur l'honneur :

1° Ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues par les articles 222-38, 222-40, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 421-2-1, par le deuxième alinéa de l'article 421-5, par l'article 433-1, par le deuxième alinéa de l'article 433-2, par le huitième alinéa de l'article 434-9, par le deuxième alinéa de l'article 434-9-1, par les articles 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, par les premier et deuxième alinéas de l'article 441-8, par l'article 441-9, par les articles 445-1 et 450-1 du code pénal et par l'article 1741 du code général des impôts ; ou d'une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne.

2° Ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1 et L. 8251-1 du code du travail ou des infractions de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne.

3° Ne pas être soumis à la procédure de liquidation judiciaire prévue à l'article L. 640-1 du code de commerce ou de faillite personnelle prononcée en application des articles L. 653-1 à L. 653-8 du même code ou d'une procédure équivalente régie par un droit étranger.

4° Ne pas être admis au redressement judiciaire instituée par l'article L. 631-1 du code de commerce ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, sans justifier d'une habilitation à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché public ou de l'accord cadre.

5° avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, ou s'être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement.

6° Être en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1, L. 5212-2, L. 5212-5 et L. 5212-9 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

7° Que le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail (dans le cas où les candidats emploient des salariés, conformément à l'article D. 8222-5-3° du code du travail), pour le candidat individuel ou membre du groupement établi en France (attestation facultative à ce stade de la procédure mais qui devra obligatoirement être fournie au stade de l'attribution).

8° Fournir à ses salariés des bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article R. 3243-1 du code du travail, ou des documents équivalents, pour le candidat individuel ou membre du groupement établi ou domicilié à l'étranger (attestation facultative à ce stade de la procédure mais qui devra obligatoirement être fournie au stade de l'attribution).

9° Que les renseignements fournis dans la Déclaration du candidat ou du membre du groupement et ses annexes (ci-dessous précisés) sont exacts.

II. Déclaration du candidat ou du membre du groupement sous la forme de la dernière version de l'imprimé DC2 ou de tout document libre. En cas de groupement, chaque membre du groupement fournit cette déclaration. Cette déclaration inclut les informations suivantes :

- Identification du candidat ou du membre du groupement : coordonnées du siège social, coordonnées de l'unité ou établissement qui exécutera les prestations, forme juridique du candidat ou du membre du groupement, nom, prénom et qualité de la personne physique ayant le pouvoir d'engager le candidat ou le membre du groupement ;
- En application des articles 44 et 45 du Code des marchés publics et de l'arrêté du 28 août 2006 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés passés par les pouvoirs adjudicateurs :
 - Si le candidat est en redressement judiciaire, une copie du ou des jugements prononcés à cet effet ;
 - La déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, les services ou travaux objet du marché, réalisés au cours de ces trois dernières années ;
 - La déclaration appropriée des banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels ;
 - La déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune de ces trois dernières années ;
 - Présentation d'une liste des principaux travaux, objet du marché, effectués au cours de ces cinq dernières années, indiquant le montant, la date, le destinataire public ou privé. Les livraisons sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique.
 - La déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour l'exécution du marché ;
 - Certificats de qualifications professionnelles éventuels ou équivalents. La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de prestations faisant l'objet du marché.
 - Pouvoir des personnes habilitées à engager le candidat individuel ou en cas de groupement chaque membre du groupement.
 - Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui. Dans ce cas, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché. Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution du marché, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Afin qu'ils puissent prendre la mesure de toutes les contraintes et sujétions induites par l'exécution du marché et établissent leur prix en toute connaissance de cause, les candidats devront obligatoirement visiter le site où seront exécutés les travaux à savoir au :

Musée du quai Branly
222, rue de l'Université
75007 PARIS

Les candidats devront s'inscrire auprès du secrétariat de la DMTS (caf-dmts@quaibrany.fr - 01.56.61.71.51). Les visites seront possibles jusque 6 jours avant la date de remise des offres. Il sera délivré aux candidats, un certificat de visite qu'ils devront joindre à leur offre. Le candidat reconnaît avoir apprécié, du fait de cette visite, toutes les difficultés inhérentes au site existant. Les candidats devront se présenter à cette adresse munis d'une pièce d'identité. Les différents actes administratifs détachables relatifs à la procédure de passation et à l'attribution du marché peuvent faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir avant la signature du contrat dans un délai de deux mois à compter de leur notification ou publication. La procédure du référé précontractuel prévue à l'article L.551-1 du code de justice administrative peut être mise en oeuvre avant la signature du marché. La procédure du référé contractuel ne peut être mise en oeuvre que si l'avis ex-ante volontaire prévu à l'article 40-1 du code des marchés publics n'a été publié au JOUE et/ou que le pouvoir adjudicateur n'a pas observé les délais prévus à l'article L551-15 du Code de justice administrative à compter de cette publication.

Un recours contre le contrat signé peut être introduit dans un délai de deux mois à compter de la publication de l'avis d'attribution et peut être assorti d'une demande de référé suspension (article L521-1 du code de justice administrative).

Critère n°1 : Prix (noté sur 60 points).

Le critère du prix sera analysé par le biais d'une simulation appuyée sur la base de trois commandes types, dont le montant total cumulé représentera le montant total de l'offre.

Note du candidat analysé = (Montant total de l'offre du candidat le moins élevé) x 60 / (Montant total de l'offre du candidat analysé).

Critère n°2 : Valeur technique au regard du mémoire appréciée à l'aide du mémoire technique (noté sur 40 points) sous décomposée comme suit :

-Organisation/méthodologie mises en oeuvre pour réaliser les prestations (20 points de la note de la valeur technique) ;

-Moyens humains et matériels affectés à la réalisation des prestations du marché. Les moyens humains seront jugés par rapport à la composition et la compétence du personnel liée à la mission (10 points de la note de la valeur technique).

-Développement durable (noté sur 10 points)

L'accord cadre fera l'objet d'une multi-attribution et sera attribué aux trois candidats les mieux classés, si le nombre de candidats le permet et si la note au titre de la valeur technique qui leur a été attribuée n'est pas inférieure à 20/40 points. Les offres qui obtiendront une note inférieure à la moyenne sur la valeur technique ne se verront pas classées.

Date d'envoi du présent avis à la publication : 04 juin 2013

Adresse auprès de laquelle les documents peuvent être obtenus : adresse internet : <https://www.marches-publics.gouv.fr/index.php?page=entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&refConsultation=110663&orgAcronyme=f5j>

Conditions de remise des offres ou des candidatures : Les modalités de remise des candidatures et des offres sont fixées à l'article 4 du règlement de la consultation.

Informations complémentaires :

Conditions et mode de paiement pour obtenir les documents contractuels et additionnels :

Le dossier de consultation des entreprises est téléchargeable gratuitement sur le site :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Date limite d'obtention : 03 juillet 2013 à 17 h 00

Instance chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de paris, 7, rue de jouy, 75181 Paris cedex 04, tél. : 01 44 59 44 00, télécopieur : 01 44 59 46 46, courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours : Greffe du tribunal administratif de paris, 7, rue de jouy, 75181 Paris cedex 04, tél. : 01 44 59 44 00, télécopieur : 01 44 59 46 46, courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr

Nature et désignation des lots :

Lot(s) 1 Plomberie et fontainerie

Il s'agit de réaliser des travaux de plomberie sanitaire / fontainerie y compris la robinetterie.

C.P.V. - : Objet principal : 45330000

Lot(s) 2 Protection incendie

Les prestations du présent lot sont décrits dans le CCTP.

C.P.V. - : Objet principal : 45343000

Lot(s) 3 Courants faibles sécurité sûreté

Le présent lot consiste en la fourniture, la pose et la mise en oeuvre d'installations techniques de sécurité et de sûreté.

C.P.V. - : Objet principal : 45311000

■ [Télécharger l'avis seul au format PDF](#)

[Télécharger la preuve d'émission](#)

NB : pour accéder à notre outil qui vous permet de lire la preuve d'horodatage, délivrée en format .pep, cliquer sur l'icône GRIS "OUTILS" situé en haut à droite du module, puis télécharger le fichier.

DONNÉES NON PUBLIABLES À DESTINATION DES SUPPORTS DE DIFFUSION

Référence de l'annonce dans le module de publication : **2397518**

SUPPORTS DE PUBLICATION CHOISIS POUR CETTE ANNONCE...

Votre annonce sera publiée comme suit :

BOAMP Publication intégrale

Département : 75 - Paris

Classification CPF : 45

[Télécharger au format PDF](#)

[Imprimer](#)

[Fermer cette fenêtre](#)